



Le Quotidien

Statistique Canada

Le mardi 11 juillet 2006

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

Communiqués

Investissement en construction de bâtiments non résidentiels, deuxième trimestre de 2006	2
Les investissements en construction de bâtiments non résidentiels ont atteint un sommet sans précédent pour un treizième trimestre consécutif entre avril et juin, grâce en grande partie à d'énormes bonds en Colombie-Britannique et en Alberta.	
Indice des prix des logements neufs, mai 2006	6
Accès aux services de soins de santé, janvier à décembre 2005	7
Systèmes et matériel pour la conservation d'énergie, 2004	8
Salaires et échelles salariales du personnel enseignant à temps plein dans les universités canadiennes, 2005-2006	9
Indice des prix des logiciels commerciaux, mai 2006	9

Nouveaux produits



Communiqués

Investissement en construction de bâtiments non résidentiels

Deuxième trimestre de 2006

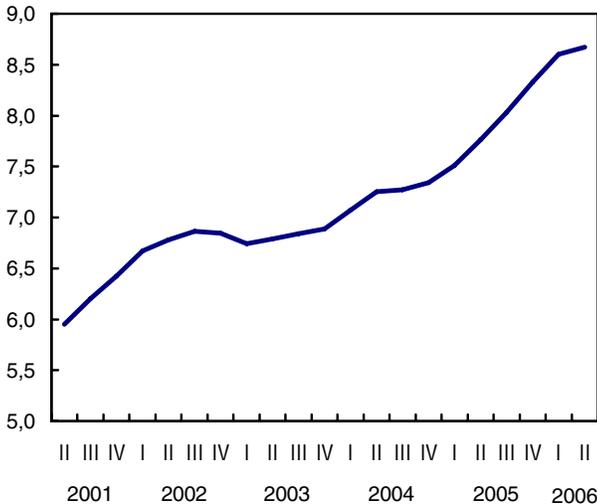
Les investissements en construction de bâtiments non résidentiels ont atteint un sommet sans précédent pour un treizième trimestre consécutif entre avril et juin, grâce en grande partie à d'énormes bonds en Colombie-Britannique et en Alberta.

Les investissements réalisés dans les trois composantes non résidentielles (industrielle, commerciale et institutionnelle) ont atteint 8,7 milliards de dollars, soit 0,9 % de plus qu'au premier trimestre.

La croissance des investissements en construction de bâtiments non résidentiels se poursuit

En milliards de dollars

Données désaisonnalisées



Les dépenses record engagées dans les deux provinces situées le plus à l'ouest ont constitué le principal facteur déterminant de la hausse. Si l'Alberta et la Colombie-Britannique n'avaient pas été prises en compte dans le calcul de la donnée nationale, les investissements dans la construction de bâtiments non résidentiels auraient reculé de 0,5 %, plutôt que de progresser de 0,9 %.

À l'échelle nationale, les investissements ont atteint un nouveau sommet dans deux des trois composantes, soit les secteurs commercial et institutionnel.

Note aux lecteurs

Sauf avis contraire, les données du présent communiqué sont désaisonnalisées, ce qui facilite la comparaison en éliminant l'effet des variations saisonnières.

L'investissement en construction de bâtiments non résidentiels exclut les travaux d'ingénierie. Cette série de données qui provient de l'Enquête sur les permis de construction menée auprès des municipalités a permis de recueillir des renseignements sur les intentions de construction.

Des modèles de mise en place sont attribués pour chaque type de structure (industrielle, commerciale et institutionnelle). Ces modèles de mise en place servent à répartir la valeur des permis de bâtir selon la durée des travaux. Les modèles diffèrent selon la valeur du projet de construction, car un projet de plusieurs millions de dollars prendra généralement plus de temps à être complété qu'un projet d'une centaine de milliers de dollars.

De plus, les données des enquêtes sur les dépenses en immobilisations et en réparations sont utilisées comme source de données supplémentaire pour élaborer cette série d'investissements. Les données de l'investissement en construction de bâtiments non résidentiels tiennent également compte des valeurs repères d'investissement en construction non résidentielle des Comptes nationaux de revenus et dépenses.

Dans le cadre du présent communiqué, la région métropolitaine de recensement d'Ottawa-Gatineau est divisée en deux régions, soit Ottawa-Gatineau (partie du Québec) et Ottawa-Gatineau (partie de l'Ontario).

Les investissements en construction de bâtiments commerciaux ont augmenté de 0,7 % pour s'établir à 4,9 milliards de dollars au deuxième trimestre, tandis que les investissements en bâtiments institutionnels ont progressé de 3,5 % pour atteindre 2,3 milliards de dollars. En revanche, les investissements dans la composante industrielle ont diminué de 2,7 % pour se fixer à 1,4 milliard de dollars.

À l'échelon provincial, la hausse trimestrielle (en dollars) des investissements dans la construction non résidentielle est principalement attribuable à l'Alberta (+8,8 %, total de 1,6 milliard de dollars) et à la Colombie-Britannique (+4,6 %, total de 1,2 milliard de dollars), où les composantes commerciale et institutionnelle ont affiché d'énormes augmentations.

L'économie dynamique de l'Ouest canadien continue de stimuler le secteur de la construction non résidentielle. Parmi les autres facteurs déterminants à signaler figurent un marché de la main-d'oeuvre vigoureux, marqué par une poussée soudaine du nombre d'emplois à plein temps en mai, et la

forte demande de biens durables de la part du consommateur. À l'opposé, la situation a été moins réjouissante dans les autres régions du pays, où les livraisons ont diminué pour un troisième mois cette année.

Dans une perspective locale, 14 des 28 régions métropolitaines de recensement ont enregistré des hausses, la plus forte ayant eu lieu à Calgary, où les investissements ont grimpé de 12,7 %, pour se fixer à 606 millions de dollars. En revanche, l'investissement a chuté à Toronto en raison d'un recul marqué dans les trois composantes.

Investissement en construction de bâtiments non résidentiels, selon la région métropolitaine de recensement

	Deuxième trimestre de 2005	Premier trimestre de 2006	Deuxième trimestre de 2006	Premier trimestre de 2006 au deuxième trimestre de 2006
Données désaisonnalisées				
	en millions de dollars			var. en %
St. John's	57	65	55	-15,0
Halifax	117	118	137	16,4
Saint John	17	25	26	6,0
Saguenay	13	33	26	-22,6
Québec	151	174	161	-7,8
Sherbrooke	27	28	31	11,9
Trois-Rivières	24	34	30	-12,5
Montréal	731	701	659	-6,0
Ottawa-Gatineau, Ontario/Québec	313	373	396	6,4
Ottawa-Gatineau (partie du Québec)	63	57	49	-13,6
Ottawa-Gatineau (partie de l'Ontario)	251	316	347	10,0
Kingston	41	31	23	-23,5
Oshawa	118	106	92	-13,4
Toronto	1 634	1 604	1 533	-4,4
Hamilton	134	154	162	5,1
St. Catharines-Niagara	73	57	64	11,0
Kitchener	170	130	123	-5,3
London	143	119	100	-16,1
Windsor	66	90	84	-7,5
Greater Sudbury / Grand Sudbury	33	28	24	-12,9
Thunder Bay	23	30	37	22,9
Winnipeg	155	206	207	0,9
Regina	60	76	74	-3,0
Saskatoon	55	87	97	11,4
Calgary	457	538	606	12,7
Edmonton	283	431	424	-1,5
Abbotsford	35	46	64	38,5
Vancouver	565	667	684	2,5
Victoria	65	74	81	9,9

Nota : Il est possible de consulter en ligne les subdivisions de recensement qui font partie des régions métropolitaines de recensement.

L'investissement en construction d'immeubles de bureaux atteint un sommet sans précédent dans l'Ouest canadien

Les investissements réalisés dans les projets de construction commerciale ont crû pour un onzième

trimestre consécutif, grâce à la vigueur de la construction d'immeubles de bureaux dans l'Ouest canadien.

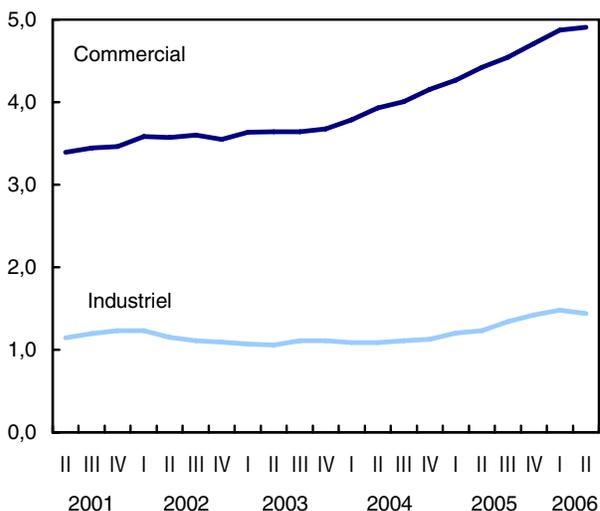
À l'échelon provincial, les plus importants apports à la hausse trimestrielle (en dollars) de l'investissement dans la composante commerciale sont attribuables à l'Alberta (+7,5 %, total de 993 millions de dollars) et à la Colombie-Britannique (+3,8 %, total de 704 millions de dollars). Dans les deux provinces, ces niveaux n'ont jamais été atteints auparavant.

Après avoir atteint un sommet au premier trimestre, l'Ontario a accusé le recul le plus important dans la foulée d'un ralentissement des investissements dans la construction d'immeubles de bureaux, de restaurants et d'entrepôts.

La chute des taux d'occupation et une expansion économique vigoureuse en Colombie-Britannique et en Alberta ont continué d'alimenter la construction d'immeubles de bureaux.

Les investissements en bâtiments commerciaux augmentent légèrement au deuxième trimestre

En milliards de dollars



Composante institutionnelle : nouveau sommet sans précédent attribuable aux hausses enregistrées dans la catégorie des hôpitaux

La hausse des investissements en établissements de soins de santé explique la plus grande part de la hausse de 3,5 % des investissements en bâtiments institutionnels d'avril à juin, ce qui représente une cinquième hausse consécutive.

Les hausses les plus importantes ont eu lieu en Colombie-Britannique et en Alberta, où l'investissement

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez

avec Étienne Saint-Pierre au (613) 951-2025 (bdp_information@statcan.ca), Division de l'investissement et du stock de capital. ■

Indice des prix des logements neufs

Mai 2006

Les prix des maisons neuves ont poursuivi leur rapide ascension en mai, l'Alberta affichant les plus fortes hausses. L'Indice des prix des logements neufs a augmenté de 1,3 % par rapport au mois précédent, atteignant 140,0 (1997=100). Comparativement à l'an dernier, le prix de vente des entrepreneurs s'est accru de 9,1 %.

Les prix ont progressé dans 16 des 21 régions métropolitaines visées par l'enquête. Calgary a de nouveau ouvert la voie, affichant une hausse mensuelle de 5,4 %, suivie de près par Edmonton (+5,3 %). Charlottetown (+1,3 %), Winnipeg (+1,1 %) et Kitchener (+1,0 %) ont aussi enregistré des hausses importantes. La forte demande de logements neufs, l'augmentation du prix des matériaux de construction et des coûts de main-d'oeuvre ainsi que la croissance des prix des terrains ont été mentionnés comme étant les principaux facteurs de ces augmentations. À Calgary et Edmonton, les coûts élevés du carburant influençant les coûts du transport ont aussi contribué à ces augmentations. À Charlottetown, certains constructeurs ont déclaré des coûts de marketing plus élevés.

On a observé d'autres augmentations notables à St. Catharines–Niagara (+0,7 %) et à Ottawa–Gatineau (+0,6 %), où une bonne demande a propulsé les prix. L'accroissement des coûts associés au passage vers de nouvelles phases a été un autre facteur à Ottawa–Gatineau. Des hausses mensuelles ont également été enregistrées à St. John's, Halifax, Saint

John, Fredericton et Moncton, à Québec, Montréal, Toronto et Oshawa ainsi qu'à Windsor, Regina et Vancouver. Les prix des terrains se sont accrus dans 12 des 16 régions métropolitaines ayant affiché une augmentation.

Deux régions métropolitaines n'ont pas affiché de variation mensuelle, tandis que London (-0,8 %), Victoria (-0,3 %) et le Greater Sudbury / Grand Sudbury et Thunder Bay (-0,1 %) ont enregistré des baisses imputables aux prix concurrentiels.

Comparativement à l'an dernier, Calgary (+41,3 %) a accusé l'augmentation la plus prononcée au chapitre des maisons neuves, suivie d'Edmonton (+24,4 %), de Winnipeg (+11,7 %), de Halifax (+6,8 %), de Regina et de Saskatoon (+6,7 % dans chaque cas).

Données stockées dans CANSIM : tableau 327-0005.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2310.

Le numéro du premier trimestre de 2006 de *Statistiques des prix des immobilisations* (62-007-XIF, gratuit) paraîtra bientôt.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec le Service à la clientèle au (613) 951-9606 (prices-prix@statcan.ca), télécopieur : (613) 951-1539, ou avec Randy Sterns au (613) 951-8183 (sterran@statcan.ca), Division des prix. □

**Indice des prix des logements neufs
(1997=100)**

	Mai 2006	Mai 2005 à mai 2006 var. en %	Avril à mai 2006
Canada	140,0	9,1	1,3
Maisons seulement	149,7	9,4	1,1
Terrains seulement	120,8	7,9	1,5
St. John's	128,3	2,4	0,5
Halifax	130,1	6,8	0,3
Charlottetown	116,9	2,8	1,3
Saint John, Fredericton et Moncton	112,8	4,0	0,3
Québec	142,0	6,1	0,5
Montréal	147,6	4,6	0,4
Ottawa-Gatineau	158,2	3,3	0,6
Toronto et Oshawa	136,7	4,0	0,3
Hamilton	140,2	3,9	0,0
St. Catharines-Niagara	143,6	4,6	0,7
Kitchener	137,2	5,1	1,0
London	131,1	3,1	-0,8
Windsor	104,9	-0,8	0,4
Greater Sudbury / Grand Sudbury et Thunder Bay	101,4	1,3	-0,1
Winnipeg	143,8	11,7	1,1
Regina	152,1	6,7	0,3
Saskatoon	134,6	6,7	0,0
Calgary	202,6	41,3	5,4
Edmonton	167,5	24,4	5,3
Vancouver	111,2	5,0	0,3
Victoria	117,9	6,2	-0,3

Note: Il est possible de consulter en ligne les subdivisions de recensement qui font partie des régions métropolitaines.

**Accès aux services de soins de santé
Janvier à décembre 2005**

Le nouveau rapport intitulé *Accès aux services de soins de santé au Canada* fournit des résultats à jour sur les expériences des personnes qui sont en attente de soins, à partir des 12 mois de données de 2005. Les résultats provisoires provenant des données recueillies pendant les six premiers mois de collecte ont été présentés dans *Le Quotidien* du 31 janvier 2006.

Ce rapport confirme que les temps d'attente demeurent le principal obstacle pour les Canadiens qui ont eu de la difficulté à accéder aux services spécialisés de soins de santé l'année dernière.

Entre 2003 et 2005, les temps d'attente médians pour tous les services spécialisés à l'étude sont demeurés relativement stables, soit entre trois et quatre semaines. (La médiane est le point où exactement une moitié des temps d'attente est plus élevée et une moitié des temps d'attente est plus faible.) La plupart des répondants ont déclaré qu'ils ont reçu des soins dans un délai de trois mois, lequel est aussi demeuré relativement stable.

Bien que la plupart des personnes ayant accédé à un service spécialisé n'ont pas connu de difficultés, certaines en ont eues. On a estimé à 2,8 millions le nombre de personnes de 15 ans et plus ayant consulté

un médecin spécialiste en 2005. Parmi elles, 19 % ont déclaré avoir éprouvé des difficultés d'accès.

Parmi les 1,6 million de personnes ayant déclaré avoir subi une chirurgie non urgente, 13 % ont dit avoir éprouvé des difficultés d'accès. De même, 13 % des 2,2 millions de personnes ayant subi un test diagnostique ont également déclaré avoir eu des difficultés d'accès.

Les données sur l'accès aux services de soins de santé fournies dans ce rapport sont fondées sur un sous-échantillon de l'Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes de 2005, laquelle a mis l'accent sur l'accès aux services spécialisés ainsi qu'aux services de première ligne. Les services spécialisés comprennent les visites chez un médecin spécialiste pour un diagnostic ou un nouveau problème de santé, une chirurgie non urgente et certains tests diagnostiques.

Certains renseignements sont fournis à l'échelon provincial, permettant ainsi une évaluation globale de l'accès des soins de santé au Canada.

**Définitions, sources de données et méthodes :
numéro d'enquête 3226.**

Le rapport *Accès aux services de soins de santé au Canada*, janvier à décembre 2005, vol. 1 (82-575-XIF,

gratuit) est maintenant accessible sur notre site Web à partir de la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir nos publications gratuites offertes sur Internet*, choisissez *Santé*.

Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Christel Le Petit au (613) 951-3856 (christel.lepetit@statcan.ca), Groupe de l'analyse et de mesure de la santé. Télécopieur : (613) 951-3959.

Pour obtenir plus de renseignements au sujet de l'accès aux données de l'Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes de 2005, communiquez avec Ingrid Ledrou au (613) 951-6567 (ingrid.ledrou@statcan.ca), Division de la statistique de la santé. Télécopieur : (613) 951-4198. ■

Systemes et matériel pour la conservation d'énergie

2004 (données provisoires)

Le présent communiqué comprend des renseignements sur les technologies de conservation de l'énergie, l'innovation et les émissions de gaz à effet de serre, ainsi que sur l'utilisation de pratiques de gestion environnementale adoptées par les industries primaires et manufacturières au Canada. Les données ont été recueillies dans le cadre de l'Enquête sur les dépenses de protection de l'environnement de 2004.

Les entreprises utilisent des procédés et des technologies de conservation de l'énergie pour différentes raisons, par exemple, pour réduire les émissions de polluants et les coûts, ou pour améliorer la productivité.

Plus de la moitié des entreprises (57 %) visées par l'enquête, soit 16 industries primaires et manufacturières, ont utilisé des technologies et des procédés pour réduire leur consommation d'énergie en 2004. Le tiers des entreprises ont eu recours à un système de gestion ou de contrôle de l'énergie, et 30 % ont procédé à une vérification de la consommation d'énergie entre 2002 et 2004.

Au total, 29 % des entreprises ont eu recours à la récupération et à la réutilisation de l'énergie pour réduire leur consommation. Au même moment, moins de 10 % des entreprises ont indiqué utiliser d'autres systèmes ou technologies d'énergie renouvelable, comme l'énergie solaire, l'énergie éolienne, la biomasse et l'hydroélectricité à petite échelle.

Les établissements de l'industrie des pâtes et papiers et du carton ont été les plus susceptibles d'indiquer utiliser des procédés et des technologies de conservation de l'énergie. Un peu plus du tiers des entreprises (35 %) utilisaient la cogénération, 28 %

des entreprises, la substitution de combustible, 74 %, la récupération ou la réutilisation d'énergie, 55 %, un système de transformation de résidus en énergie à partir de la biomasse, 60 %, un système de gestion de l'énergie.

Elles ont aussi été les plus susceptibles d'avoir effectué une vérification de la consommation d'énergie entre 2002 et 2004, puisqu'environ 59 % des entreprises ont indiqué l'avoir fait.

Les industries liées à l'énergie, comme celles de l'extraction de pétrole et de gaz, des produits du pétrole et du charbon et du transport par pipeline, ont également été plus susceptibles d'indiquer utiliser divers procédés et technologies de conservation de l'énergie.

Un peu plus du quart des entreprises des 16 industries primaires et manufacturières ont utilisé du matériel ou des systèmes innovateurs entre 2002 et 2004 afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre, en légère hausse par rapport aux résultats de l'enquête de 2002. Parmi elles, 14 % ont qualifié d'importante l'incidence sur leurs émissions.

Un nombre moins significatif de répondants d'industries liées à l'énergie, comme l'extraction de pétrole et de gaz et le transport par pipeline ont indiqué adopter des systèmes et du matériel innovateurs pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre, comparativement aux résultats de l'enquête précédente.

Cependant, un nombre plus élevé d'établissements pour les industries non liées à l'énergie, comme les boissons et les produits du tabac, ainsi que le matériel de transport, ont indiqué avoir adopté des systèmes et du matériel innovateurs.

Dans le cadre de l'Enquête sur les dépenses de protection de l'environnement de 2004, on a aussi demandé aux répondants d'indiquer quels types de pratiques de gestion environnementale ils ont utilisés dans leurs établissements. Ces pratiques peuvent servir à faciliter la réduction ou la prévention de la pollution ou encore à conserver les ressources.

Même si presque les trois quarts des répondants ont indiqué avoir utilisé au moins une pratique de gestion environnementale, on a noté peu de changements dans les taux de participation comparativement à 2002.

Les exceptions avaient trait au taux de participation à des accords environnementaux volontaires, qui a diminué dans 15 des 16 groupes d'industries. Par contre, 13 de ces groupes d'industries ont observé une augmentation de la proportion d'établissements détenant une certification ISO 14 000 en 2004.

Les tableaux relatifs au présent communiqué sont maintenant disponibles sur demande. Les données sur la prévention de la pollution, ainsi que sur les obstacles et les incitatifs à l'adoption de technologies de réduction

des gaz à effet de serre par les industries primaires et manufacturières, sont aussi disponibles.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 1903.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Jeff Fritzsche au (613) 951-2812 ou avec l'agent d'information au (613) 951-5220 (*environ@statcan.ca*), Division des comptes et de la statistique de l'environnement. ■

Salaires et échelles salariales du personnel enseignant à temps plein dans les universités canadiennes

2005-2006 (données provisoires)

Des données sont maintenant disponibles sur les salaires du personnel enseignant travaillant à temps plein dans 63 universités canadiennes pour l'année universitaire 2005-2006. Ces établissements sont ceux ayant répondu à l'enquête avant la mi-juin 2006.

Ce bulletin présente des données relatives aux salaires des enseignants à temps plein de 29 universités canadiennes, ainsi que les échelles salariales de certains établissements, et ce pour l'année universitaire de 2005-2006. Les établissements inclus sont ceux comprenant plus de 100 enseignants. En outre, cette information est recueillie annuellement par le Système d'information sur le personnel d'enseignement dans les universités et les collèges.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 3101.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec le Service à la clientèle au (613) 951-7608 ou composez sans frais le 1 800 307-3382, Culture, tourisme et Centre de la statistique de l'éducation. Télécopieur : (613) 951-9040. ■

Indice des prix des logiciels commerciaux

Mai 2006

L'Indice des prix des logiciels commerciaux (IPLC) est une série mensuelle qui mesure l'évolution du prix d'achat des logiciels préemballés qui sont généralement achetés par les entreprises et les gouvernements. L'IPLC (2001=100) de mai était de 68,1, en baisse de 0,9 % par rapport à avril.

Cet indice n'est disponible qu'à l'échelle du Canada.

Données stockées dans CANSIM : tableau 331-0003.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 5068.

Pour obtenir plus de renseignements sur ces indices, communiquez avec le Service à la clientèle au (613) 951-9606 ou composez sans frais le 1 866 230-2248 (*infounit@statcan.ca*). Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Neil Killips au (613) 951-5722 (*neil.killips@statcan.ca*), Division des prix. ■

Nouveaux produits

Accès aux services de soins de santé au Canada,
janvier à décembre 2005, vol. 1
Numéro au catalogue : 82-575-XIF
(gratuit).

Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Les numéros au catalogue se terminant par : -XWF, -XIB ou -XIF représentent la version électronique offerte sur Internet, -XMB ou -XMF, la version microfiche, -XPB ou -XPF, la version papier, -XDB ou -XDF, la version électronique sur disquette, -XCB ou -XCF, la version électronique sur CD-ROM et -XBB ou XBF, une base de données.

Pour commander les produits

Pour commander par téléphone, ayez en main :

- Le titre
- Le numéro au catalogue
- Le numéro de volume
- Le numéro de l'édition
- Votre numéro de carte de crédit.

Au Canada et aux États-Unis, composez le : **1 800 267-6677**

Pour les autres pays, composez le : **1 613 951-2800**

Pour envoyer votre commande par télécopieur,
composez le : **1 877 287-4369**

Pour un changement d'adresse ou pour connaître
l'état de votre compte, composez le : **1 877 591-6963**

Pour commander par la poste, écrivez à : Finances, immeuble R.-H.-Coats, 6^e étage, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 7 % de TPS et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet, écrivez à : infostats@statcan.ca ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca). À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Payantes*.

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

catalogue 1 - XIF (anglais) 11 (075) (50) (030401)



Le jeudi 6 juin 1997
Pour être diffusé à 8 h 30

PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

- **Transport urbain, 1996** Malgré le ralentissement des services de transport urbain, les Canadiens y ont de moins en moins recouru. En 1996, les Canadiens ont effectué en moyenne quelque 46 déplacements au travail par semaine en transport urbain, soit le niveau le plus bas enregistré au cours des 25 dernières années. 2
- **Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'œuvre, 1996** Au regard de la croissance de l'économie et des emplois, la hausse de la productivité des entreprises combinée en 1996 a été considérablement inférieure à celle observée en 1995. 5

AUTRES COMMUNIQUÉS

- **Indice des offres d'emploi, mai 1997** 10
- **Emplois sur les anticipations à court terme** 10
- **Ajuster les données primaires, section sur l'immigration le 31 mai 1997** 11
- **Production d'œufs, avril 1997** 11

NOUVELLES PARUTIONS 12

Statistique Canada / Statistiska Canada

Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-XIF.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse <http://www.statcan.ca>. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à lstproc@statcan.ca. Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez : subscribe quotidien prénom et nom.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2004. Il est permis de citer la présente publication dans les journaux et les magazines ainsi qu'à la radio et à la télévision à condition d'en indiquer la source : Statistique Canada. Toute autre forme de reproduction est permise sous réserve de mention de la source, comme suit, dans chaque exemplaire : Statistique Canada, *Le Quotidien*, numéro 11-001-XIF au catalogue, date et numéros de page.